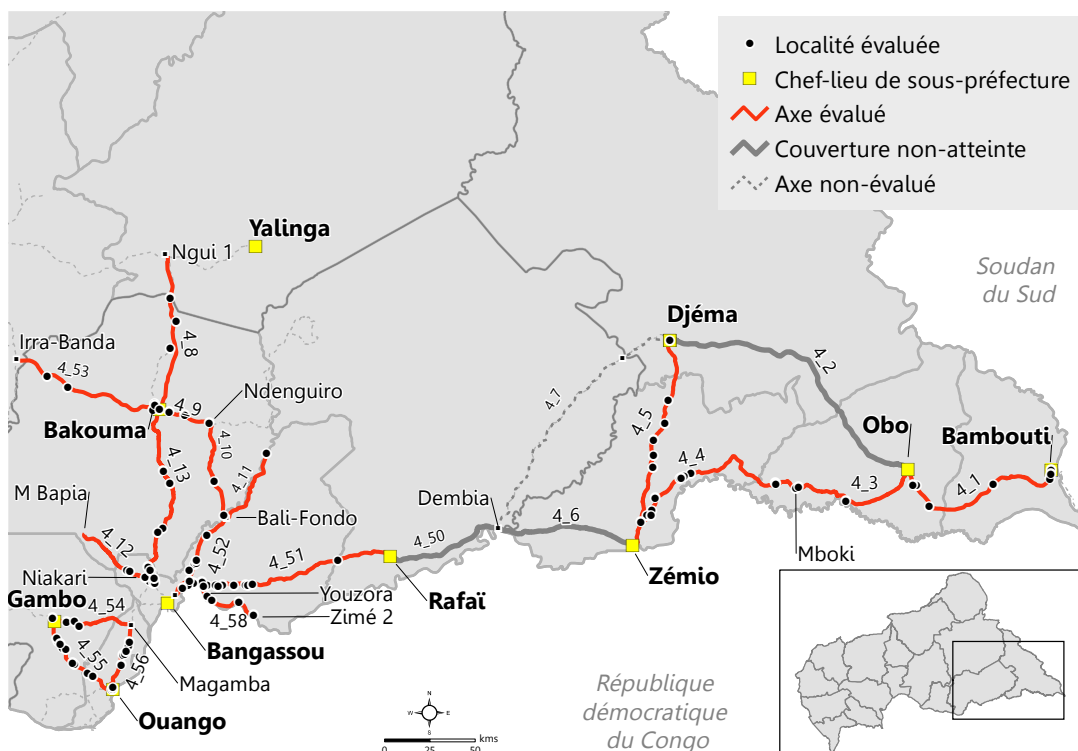


COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Axes évalués au cours de la collecte de données :



Comment lire ce document ?

Ce document présente une analyse des principales données quantitatives et qualitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans les localités situées à proximité de 17 axes dans la macro-zone Sud-est 1 durant le mois de décembre 2021. Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas statistiquement significatifs et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités à proximité des axes évalués. Voir méthodologie p. 6.

Couverture

Nombre total d'entretiens :	525
Localités évaluées :	114
Axes évalués :	20
Axes avec seuils min. atteints :	17

Type d'IC

Résidents dans la localité :	66,5%
Visiteurs récents dans la localité :	32,8%
Contact indirect avec la localité :	0,8%

Voir couverture par axe p. 6.

DONNÉES CLÉS

(en % de localités évaluées, rapportée par les informateurs clés)

-  **41%** où la présence des PDI a été rapportée
-  **8%** où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire
-  **86%** où la majorité a accès à une école fonctionnelle
-  **21%** où la majorité des PDI habite dans des abris inadéquats
-  **97%** où des enfants de moins de 5 ans présentent des symptômes de malnutrition
-  **34%** où la majorité a un revenu inférieure à 10 000 XAF
-  **72%** où la majorité de la population utilise une source non-protégée et / ou non-améliorée comme source principale d'eau potable
-  **45%** où une assistance humanitaire a été reçue au cours des 12 derniers mois

SYNTHÈSE

Dans la macro-zone Sud-est 1, un grand nombre de localités continue à héberger des PDI, leur présence ayant été rapportée dans 41 % des localités évaluées en décembre. Cependant, la situation semble se stabiliser puisqu'un nouveau choc entraînant un large déplacement de population a été rapporté pour seulement 3 % des localités évaluées, et la durée moyenne de déplacement des PDI hors de leur localité d'origine a été rapportée comme étant plus d'un an pour la majorité des localités évaluées.

La manque d'accès à d'eau potable demeure un problème important dans la macro-zone, en décembre l'utilisation des sources d'eau non-protégées ou non-améliorées a été rapportée pour 72 % des localités évaluées.

Un choc impactant significativement le revenu de la majorité de la population a été signalé pour 72 % des localités, causé principalement par la hausse du prix des denrées alimentaires. Le manque de semence constitue la principale difficulté rapportée pour pratiquer l'agriculture. Les taux de localités où des signes de malnutrition ont été observés et où la majorité des habitants aurait des difficultés à disposer d'assez de nourriture demeurent préoccupant sur la majorité des axes évalués.

CONTEXTE

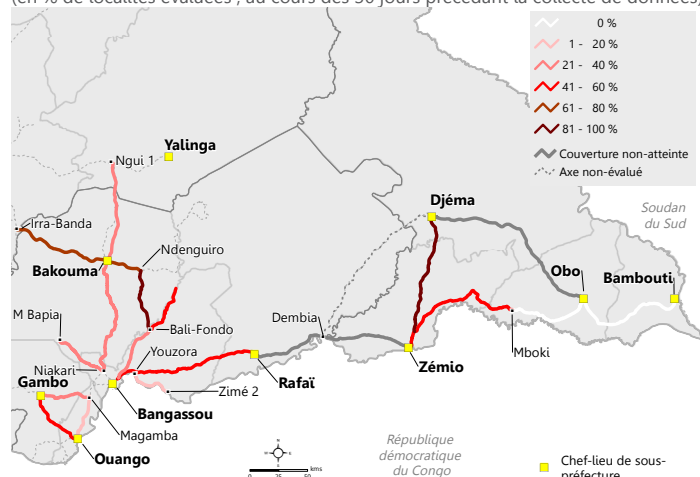
Cette fiche mensuelle a été produite dans le cadre d'un projet de suivi régulier de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès et où les besoins sont les plus élevés (selon l'aperçu des besoins humanitaires 2020 (HNO) et mis à jour suite à l'aperçu des besoins humanitaires 2021 (HNO)) de REACH en coordination et collaboration avec le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG). Depuis octobre 2020, les résultats sont partagés sous forme de fiche d'information à l'échelle des quatre macro-zones ciblées : nord-est, nord-ouest, sud-est 1 et sud-est 2¹.

Cette fiche présente l'analyse des principales données collectées pendant le mois de décembre 2021 auprès d'informateurs clés (IC). L'ensemble des produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le [centre de ressources de REACH](#).

DYNAMIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

Présence rapportée de personnes déplacées internes (PDI) :

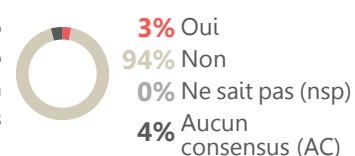
(en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



Parmi les **47** localités sur les axes évalués où la présence des PDI a été rapportée, la durée moyenne de déplacement des PDI hors de leur localité d'origine a été rapportée comme étant **plus d'un an** pour **77%** des localités évaluées.

Dans **28%** des localités où la coexistence d'une population hôte et d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée (**61** localités), cette population déplacée représentait **plus de la moitié de la population totale**, par rapport à la population hôte.

Occurrence d'un choc rapporté comme ayant entraîné un large déplacement de population : (en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



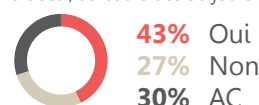
Pour les **3** localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient les conflits armés (**33%**) et des rumeurs (d'attaques, d'insécurité, d'arrivée de groupes armés, etc.) (**33%**).

Raisons principales du déplacement des PDI : (selon les IC ; en % de localités évaluées ; 47 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)



Présence rapportée de personnes retournées et / ou rapatriées :

(en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



Dans **47%** de ces localités, des ménages retournés et / ou rapatriés n'avaient pas pu retrouver leur habitation d'origine, la raison principale rapportée étant la **destruction de ces habitations** (**97%** des cas).

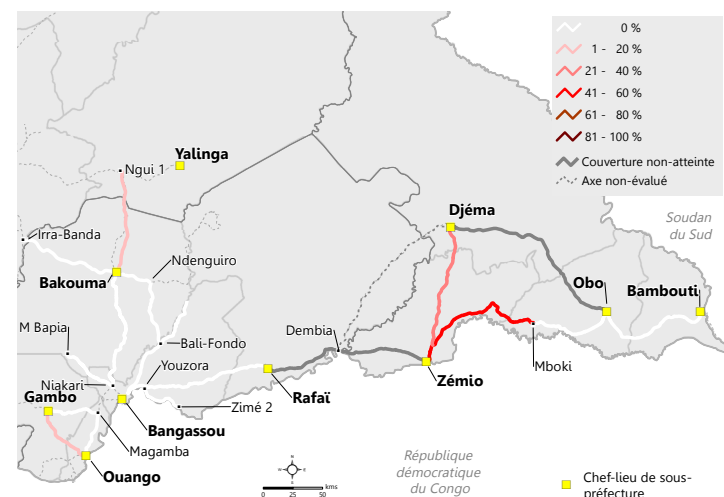
Raisons principales de retour de la population retournée et / ou rapatriée² : (selon les IC ; en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données ; 49 localités concernées)



PROTECTION

% de localités évaluées où au moins un habitant aurait subi un incident sécuritaire :

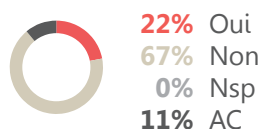
(selon les IC ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



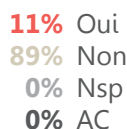
Cas rapportés d'incidents impliquant la mort de civils et de dommages aux habitations :

(en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Incidents impliquant la mort de civils



Incidents avec dommages aux maisons (pillages, incendies etc.)

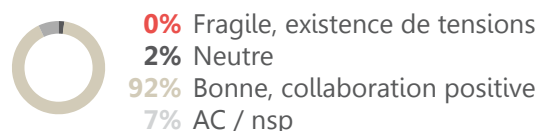


Type de risque le plus fréquemment rapporté³ : (en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	Risque le plus rapporté		Aucun risque
Hommes	Rumeurs d'attaques	11%	3%
Femmes	Absence de soins	67%	9%
Garçons	Travail forcé	15%	16%
Filles	Violences sexuelles	31%	6%

Dans **29%** des localités évaluées, il a été rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité.

Relation entre la communauté locale et la communauté déplacée (PDI, retournés, rapatriés)⁴ : (en % de localités évaluées ; 61 localités concernées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

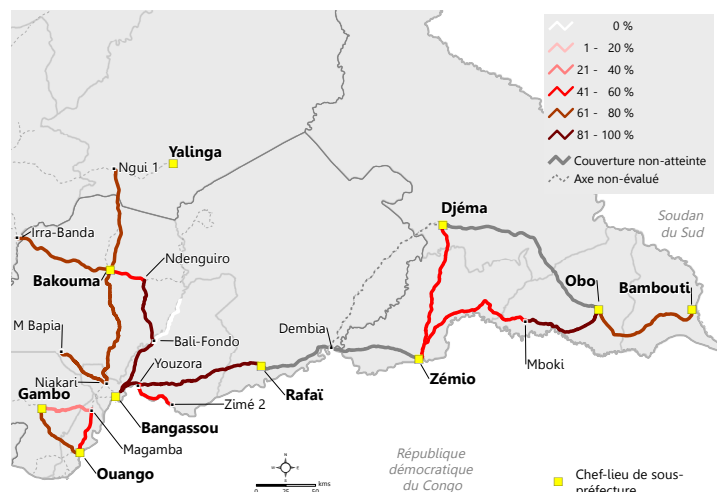




SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

% de localités évaluées où plus de la moitié de la population aurait un accès insuffisant à la nourriture :

(selon les IC ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



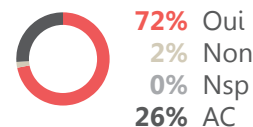
Principales difficultés pour pratiquer l'agriculture pour la majorité de la population :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données ; les 4 réponses les plus fréquentes)

Manque de semences	47%
Sols trop pauvres	8%
Cultures détruites par des animaux sauvages	6%
Aucun consensus	28%

Occurrence d'un choc rapporté comme ayant impacté significativement le revenu de la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



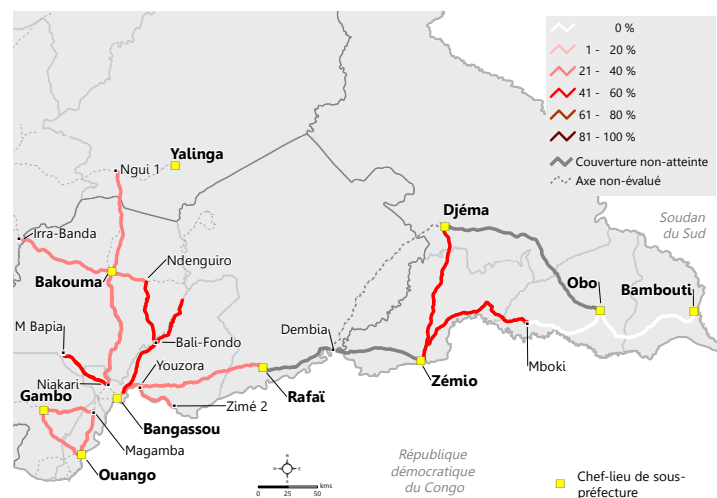
Pour les localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient la **hausse des prix des denrées alimentaires (24%)** et la **baisse du prix des produits vendus (14%)**.



MOYENS DE SUBSISTANCE

% de localités évaluées où le revenu moyen estimé de la majorité des ménages serait inférieur à 10 000 XAF⁵ :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



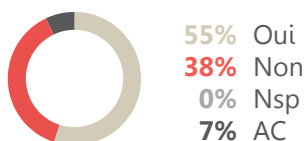
Principales sources de revenu des ménages :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Agriculture / maraîchage	96%	3%	0%
Pêche / chasse / cueillette	0%	72%	9%
Production de vin / d'alcool / d'huile de palme	1%	6%	13%
Élevage	0%	2%	16%
Autre / nsp	1%	4%	23%
Aucun consensus	3%	14%	39%

Accès à un marché fonctionnel pour la majorité de la population :

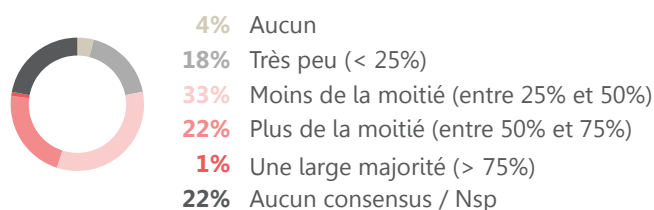
(selon les IC ; en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



Des difficultés d'ordre logistique et / ou sécuritaire pour accéder au marché fonctionnel le plus proche ont été rapportées dans **24%** des cas.

Proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu :

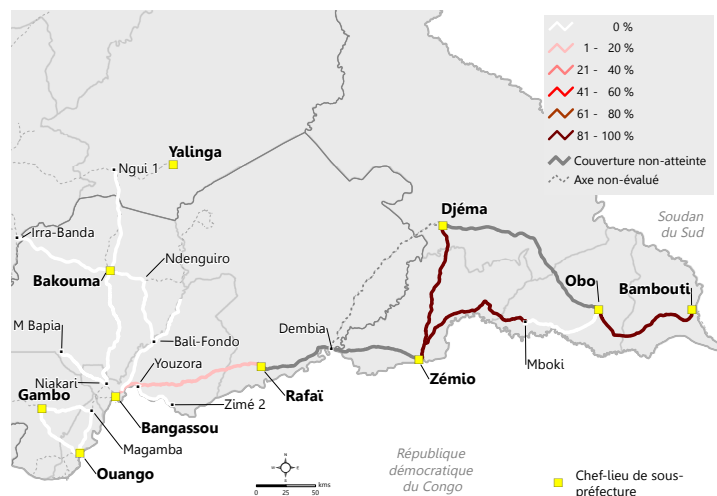
(selon les IC ; en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



NUTRITION

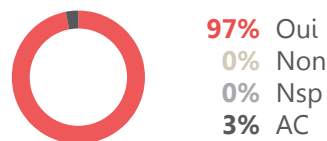
% de localités où au moins une personne de plus de 5 ans présenterait des symptômes de malnutrition⁶ :

(selon les IC ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



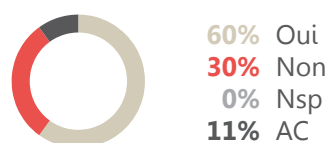
Présence d'au moins un enfant de moins de 5 ans présentant des symptômes de malnutrition⁶ :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



Accès rapporté à des services de nutrition fonctionnels à moins d'une heure de marche pour la majorité de la population :

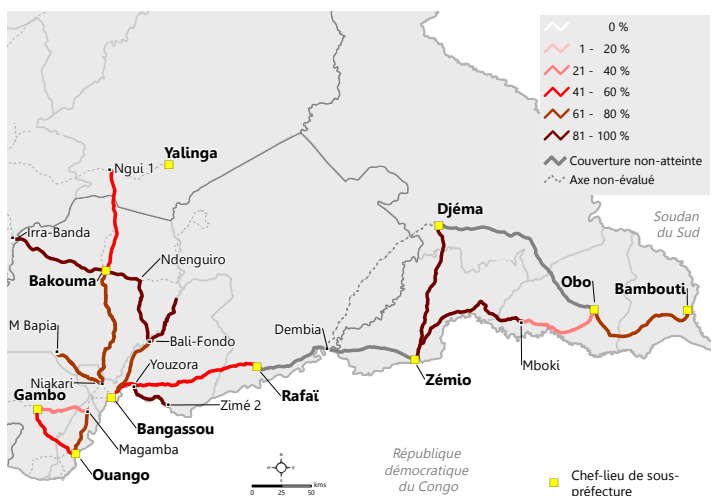
(en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



SANTÉ

% de localités où la distance serait la principale difficulté d'accès aux services de santé pour la majorité de la population :

(selon les IC ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



Principaux problèmes de santé rapportés :

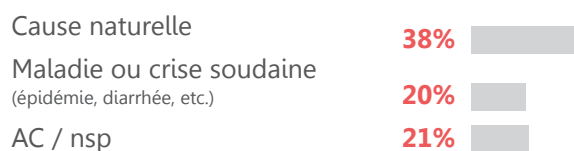
(en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	Enfants < 5 ans	Plus de 5 ans
Paludisme / fièvre	29%	46%
Diarrhée	40%	10%
Infection respiratoire / toux	5%	22%
Malnutrition	2%	Réponse non-proposée
Autre	0%	4%
Aucun consensus	24%	18%

Pour **55%** des localités évaluées, le type de structure sanitaire dans laquelle la majorité de la population est allée se faire soigner était un « **poste de santé** », dans **33%** des cas un « **centre de santé** » et dans **5%** des cas un « **hôpital** ».

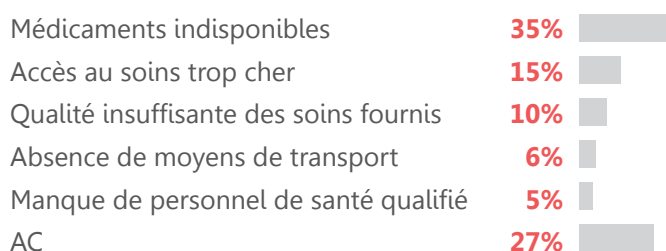
Principale cause de décès rapportée :

(en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données ; les 3 réponses les plus fréquentes)



Principale difficulté rapportée pour bénéficier d'une prise en charge de services de santé pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données ; les 6 réponses les plus fréquentes)





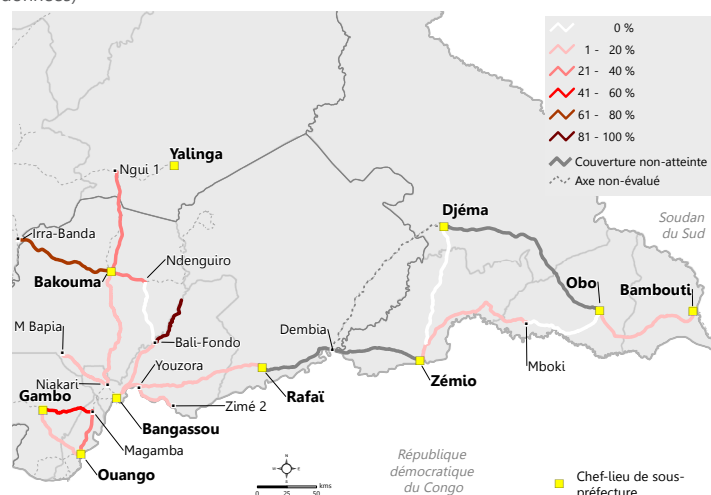
Type d'abris habité par la majorité des groupes de population :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données ; les 4 réponses les plus fréquentes)

	Population locale	Population déplacée ² (61 localités concernées)
Habitat à long terme en paille	82%	69%
Abri d'urgence en paille	1%	21%
Maison en semi-dur	9%	5%
AC	9%	5%

% de localités où la majorité de la population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) vivrait dans des abris inadéquats (bâtiments collectifs, abris d'urgence, tentes, sans abris)² :

(selon les IC ; 61 localités concernées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT (EHA)

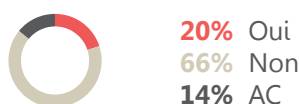
Principales difficultés rapportées pour accéder aux ressources en eau pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données ; les 4 réponses les plus fréquentes)

Mauvaise qualité de l'eau	49%
Manque de réceptifs	21%
Source insuffisante et / ou attente trop longue	12%
AC	15%

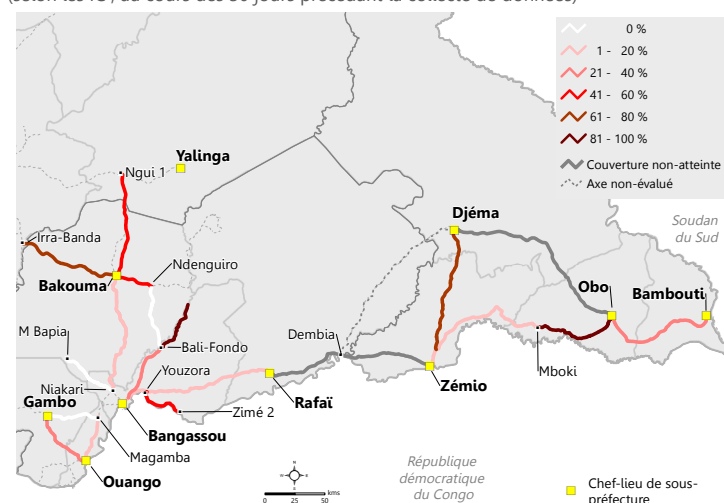
Pratique rapportée de la défécation à l'air libre par la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



% de localités évaluées où la source principale d'eau potable de la majorité de la population serait une source non protégée et/ou non améliorée⁷ :

(selon les IC ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



ÉDUCATION

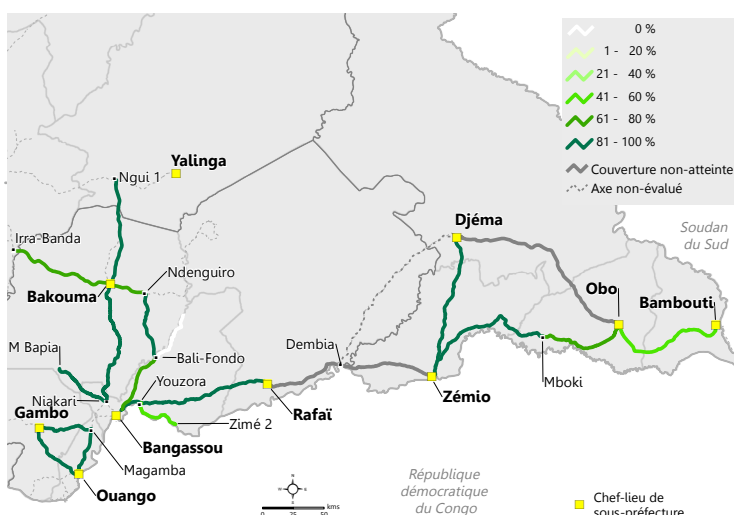
Principale difficulté rapportée pour les enfants d'accéder à une éducation formelle et régulière⁸ :

(en % de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible ; 98 localités concernées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données ; les 4 réponses les plus fréquentes)

Manque de personnel qualifié	32%
Frais scolaires trop chers	19%
Manque de mobilier scolaire	19%
AC	27%

% de localités évaluées où la majorité de la population aurait accès à des services d'éducation fonctionnels :

(selon les IC ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

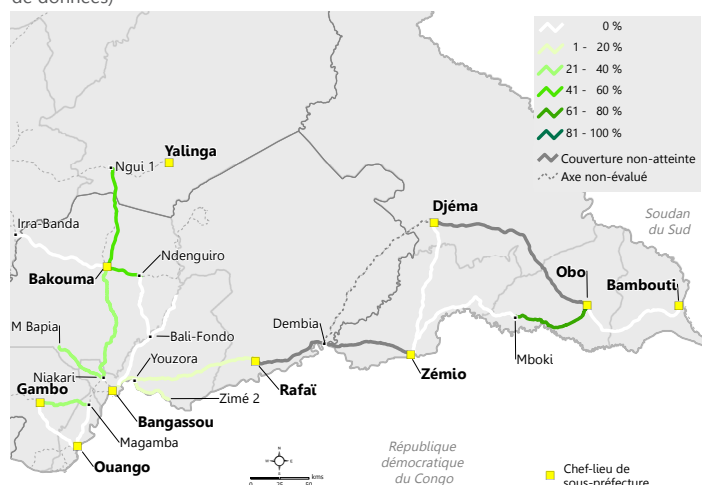




REDEVABILITÉ, COMMUNICATION

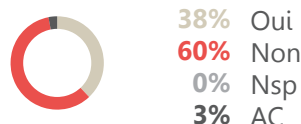
Couverture (en continu ou par intermittence) par un réseau téléphonique :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



Accès rapporté à une radio et / ou à des émissions radiophoniques pour la majorité de la population :

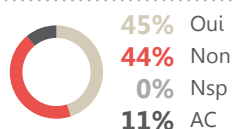
(en % de localités évaluées ; au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



Assistance humanitaire reçue et rapportée au cours des 12 derniers mois :

(en % de localités évaluées ; au cours des 12 mois précédant la collecte de données)

Parmi les **51** localités où une aide humanitaire a été rapportée au cours des 12 derniers mois, cette aide a été rapportée comme insuffisante en termes de quantité pour **43%** de ces localités et insuffisante en termes de qualité et de quantité pour **27%** de ces localités.



MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée (Zone de connaissance / Area of Knowledge) a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans des zones i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés.

En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques de déplacement des populations, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données ont été collectées directement par les équipes REACH au travers d'entretiens, sur la base d'un questionnaire multisectoriel, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées⁹.

Lors de l'analyse des données, les informations sur les localités ciblées sont collectées, agrégées, puis analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes de ce document. Ces données sont rapportées par axe sur toutes les cartes, tandis que leur moyenne arithmétique à l'échelle de la macro-zone est représentée dans les différents tableaux et graphiques.

L'agrégation par localité de plusieurs données a été réalisée selon des critères de pondération préétablis¹⁰. Des seuils minimaux (en pourcentage) de localités à évaluer pour chaque axe ont été établis, sur la base du nombre total de localités connues situées le long de l'axe¹¹. Les axes pour lesquels les seuils minimaux préétablis n'ont pas été atteints n'ont pas été intégrés dans l'analyse et sont indiqués sur les cartes comme "couverture non-atteinte".

À propos de REACH :

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Notes :

Code axe	Nom de l'axe ^{1,2}	# localités sur l'axe	# localités évaluées	% localités évaluées	Couverture atteinte ^{2,11}
4.1	Bambouti - Obo	11	9	75%	Oui
4.2	Obo - Djema	9	3	25%	Non
4.3	Obo - Mboki	8	3	33%	Oui
4.4	Mboki - Zémio	26	11	42%	Oui
4.5	Zémio - Djema	15	7	47%	Oui
4.6	Dembia - Zémio	15	2	13%	Non
4.7	Djema - Dembia	3	0	0%	Non
4.8	Bakouma - Ngui 1	9	5	56%	Oui
4.9	Bakouma - Ndenguio	5	4	80%	Oui
4.10	Ndenguio - Bali-Fondo	3	2	67%	Oui
4.11	Fode - Bali-Fondo	3	3	100%	Oui
4.12	Niakari - Mbapia	23	7	30%	Oui
4.13	Niakari - Bakouma	29	16	55%	Oui
4.50	Dembia - Rafai	10	2	20%	Non
4.51	Barama - Rafai	36	17	47%	Oui
4.52	Barama - Bali Fondo	22	10	45%	Oui
4.53	Bakouma - Irra Banda	6	4	67%	Oui
4.54	Magamba - Gambo	12	5	42%	Oui
4.55	Ouango - Gambo	23	16	70%	Oui
4.56	Ouango - Magamba	11	8	73%	Oui
4.58	Youzora - Zime2	8	5	63%	Oui

1. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails des axes et des macro-zones ciblés par le projet.
2. Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence de retournés et / ou de rapatriés a été rapportée.
3. Question à choix multiples. Pour chaque groupe de population (hommes, femmes, garçons (< 18 ans) et filles (< 18 ans)) sont rapportés les pourcentages de la réponse «aucun risque» et du type de risque ayant obtenu le plus fort taux de réponse.
4. Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée.
5. XAF : Franc CFA. 1 000 XAF = 1,52449 EUR (Source: InforEuro. Date : décembre 2021).
6. Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution.
7. Source non-protégée et / ou non-améliorée : eaux de surface (eau de rivière, de pluie, de lac, etc.), source d'eau non-aménagée et puits non-protégé (référence : [Programme commun de l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance \(UNICEF\) de surveillance de l'approvisionnement en EHA \(JMP\)](#)).
8. Hormis les difficultés d'accès à l'éducation liées aux mesures et restrictions en réponse à la pandémie de COVID-19.
9. Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone ; les personnes déplacées originaires de la localité ; les commerçants / voyageurs / conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité ; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible / joignable par téléphone ; les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG.
10. Critères basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus" ou "AC".
11. Nombre total de localités sur les axes selon la base de données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, disponible sur [Humanitarian Data Exchange \(HDX\)](#) et la vérification in situ des chargés de terrain REACH. De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
12. Les localités indiquées en rouge ne sont pas intégrées et analysées sur l'axe concerné, ces localités n'étant pas considérées comme difficiles d'accès ou étant prises en compte dans l'analyse d'un autre axe.